economiesuisse



Les importants «petits pas» de la Conférence sur le climat

Au terme de la conférence de Glasgow sur le climat, les participants font le point sur le résultat des négociations. Il n'y a pas eu de grandes avancées et, dans de nombreux domaines, force est de constater que les entrepreneurs innovants en font plus que les décideurs politiques. La voie de la coopération internationale reste semée d'embûches, mais au moins cette rencontre, avec ses quelque 40 000 participants, a-t-elle clairement souligné une fois de plus toute l'importance de la question climatique et la nécessité d'une coopération internationale. Des progrès ont aussi été réalisés aux titres des accords bilatéraux et multilatéraux.

Les objectifs de la 26^{e} conférence sur le changement climatique (COP26) étaient clairs: l'accord de Paris exige que tous les pays prennent des mesures concrètes pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à partir de 2020, afin de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré. Peu de progrès notables ont été accomplis dans cette direction. Toutefois, les nombreux événements, déclarations et animations secondaires entourant ce sommet ont masqué quelque peu les importants résultats obtenus lors des négociations difficiles entre les délégués des 197 États signataires de la convention des Nations unies sur le climat. Des améliorations importantes ont pourtant été obtenues, pour la Suisse en particulier.

DES RÈGLES EFFICACES POUR LA RÉDUCTION INTERNATIONALE DES ÉMISSIONS

Avec d'autres pays, la Suisse est une pionnière dans le domaine des accords bilatéraux sur le climat. La délégation helvétique proposait donc de trouver une solution pour éviter le double comptage des économies d'émissions. Lors de la conférence, la Suisse a pu démontrer que la chose est possible, sur la base de ses propres accords bilatéraux de protection climatique. Dans le cadre de la COP26, des règles ont été adoptées, qui jettent les bases d'autres accords bilatéraux et multilatéraux. Elles élargissent la voie de la coopération internationale en venant compléter des normes purement nationales et annoncent des dispositifs soutenus par toutes les parties. Grâce à ces règles, les réductions d'émissions à l'étranger peuvent désormais être correctement comptabilisées, ce qui est un important facteur de flexibilité pour la réalisation des objectifs.

PLUS DE TRANSPARENCE

Pour renforcer l'emprise sur l'évolution des émissions, la transparence et la comparabilité des rapport entre les pays est une base précieuse. À Glasgow, les participants ont pu se mettre d'accord sur la manière dont ils rendront compte de leurs réductions d'émissions à l'avenir et sur le soutien qu'ils reçoivent eux-mêmes pour cela ou qu'ils accordent à d'autres pays. Les États qui n'ont pas la capacité de rendre compte avec précision pourront faire des rapports moins complets. L'arrangement trouvé est une bonne chose pour la Suisse, qui juge ces règles de transparence essentielles pour établir la confiance entre les parties.

MOINS DE CHARBON

L'un des objectifs ambitieux de la COP26 était de mettre en route un processus de sortie franche du charbon. Mais sous la pression de la Chine et de l'Inde, pays fortement dépendants de la houille, on ne parle plus que d'une diminution progressive. Le texte adopté à l'issue de la conférence engage donc les États participants à réduire progressivement l'utilisation du charbon lorsqu'il n'y a pas de système de captation du carbone et à éliminer les subventions inefficaces aux énergies fossiles, comme le pétrole et le gaz. Bien qu'elle se soit engagée pour l'arrêt complet des subventions, la Suisse a salué cette orientation.

LA RÉPONSE AUX DOMMAGES DUS AU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE

Il n'y a pas que le secteur des assurances pour qui il est important de savoir comment faire face aux dommages et aux pertes infligés aux pays par le changement climatique (inondations, mauvaises récoltes, etc.). Sur ce point, il a été décidé que les pays industrialisés doubleront d'ici 2025 les fonds qu'ils consacrent aux mesures d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement. En revanche, les parties ont renoncé à mettre en place un nouveau fonds d'assistance technique pour les dommages causés par les événements climatiques.

Autre constat encourageant: les deux plus grandes économies émettrices de gaz à effet de serre, les États-Unis et la Chine, souhaitent étendre leur collaboration dans la lutte contre le réchauffement climatique. Dans une déclaration commune, les deux pays ont annoncé la conclusion à ce titre d'un pacte de coopération. On est encore loin d'une mise en œuvre conjointe concrète, mais cela montre au moins que la politique climatique est prise au sérieux. La prochaine conférence mondiale sur le climat, la COP27, se tiendra en Égypte en novembre 2022.

Beaucoup de chemin reste à faire d'ici là.